

1^{er} MAI : FAITES DE LA GREVE !!

Le 1^{er} Mai est avant tout la commémoration d'une lutte pour la dignité des exploités et contre les répressions policières, et non pas une journée glorifiant le travail, comme on cherche souvent à nous le faire croire...

Cette journée de manifestation est née en 1886 pendant la bataille pour la réduction de la journée de travail à 8H et commémore les cinq martyrs du Hay Market square de Chicago, des militants ouvriers exécutés suite à l'explosion d'une bombe lancée contre la police.

Les grévistes souhaitaient réduire la journée de travail de 10 à 8h, afin de disposer de 8h de sommeil, ainsi que de 8h de « loisirs » (à consacrer à leur famille, à un engagement politique, ...), et ce dans l'optique de **réduire l'aliénation que constitue le travail salarié**. Dans leur lutte pour la dignité, ils ont été réprimés, et au combat contre la misère s'est ajoutée la lutte contre la répression. Depuis, chaque 1^{er} Mai, des rassemblements sont organisés partout dans le monde en mémoire des condamnés du Hay Market square.

120 ans après, la situation n'a pas fondamentalement changé : nous sommes toujours en lutte contre la misère, qui continue de s'étendre. Le mouvement contre la précarité a été défensif dans ses revendications (nous sommes en lutte contre le recul de nos droits sociaux) mais offensif dans ses modes d'action (nous avons su développer une réelle capacité de nuisance et de blocage) . C'est cet esprit d'offensive qui a fait plier le gouvernement sur le CPE.

Il faut donc (re)devenir offensifs dans nos revendications, car malgré ce que l'on entend dire dans la presse, nous n'avons rien gagné. Le problème de la précarité n'est pas résolu, il reste des millions de personnes pauvres, au travail comme au chômage. La précarité continue d'avancer, encouragée par le CNE, le RMA, l'extension massive des CDD dans la fonction publique, les radiations massives de chômeurs des Assedic, les exonérations de charges patronales. Ce processus entraîne la diminution des cotisations sociales. Cela nous condamne à être de moins en moins bien soignés, à cotiser de plus en plus longtemps pour la retraite, à être moins indemnisés lorsque l'on est chômeur... – sans pour autant permettre la réduction du chômage.

En réponse au mouvement populaire de ces dernières semaines, le gouvernement n'a su que répondre par la diplomatie de la matraque et de la grenade lacrymogène. Faire passer les manifestants pour des casseurs et des émeutiers justifie à ses yeux une **répression sans borne**. Partout en France, environ 4000 personnes ont été arrêtées dans le cadre du mouvement. Au moins 24 personnes ont été interpellées à Caen, dont 16 mises en examen. Cet acharnement répressif est d'autant plus inadmissible que les exemples abondent qui révèlent l'injustice et l'arbitraire de ces arrestations. Nos manifestations se sont toujours déroulées dans le calme avant l'arrivée des forces anti-émeutes, qui ont suscitées elle-même les affrontements qui ont eu lieu par l'envoi massif de bombes lacrymogènes (en plein centre-ville le 6 avril) et des passages à tabac de manifestants et de passants. De même, aucun acte de vandalisme ni aucune agression n'ont été constatés au cours d'une manifestation.

Nous demandons donc **l'arrêt de toutes les poursuites engagées** contre les opposants à la précarité et **l'amnistie des peines** déjà prononcées à leur rencontre.

Nous n'avons pas d'inquiétude quant à l'issue du mouvement actuel. Celui-ci peut repartir en mai : l'ensemble de la jeunesse en lutte a conscience qu'elle n'a obtenu que des miettes. Elle a cependant réussi à faire reculer un gouvernement qui, il y a deux mois encore, clamait orgueilleusement que quelque soit le nombre de manifestants dans la rue il ne retirerait pas le CPE. Elle aussi gagné le pari de l'auto organisation. Le slogan « grève, blocages, occupations jusqu'au retrait du CPE » est devenu réalité. La dynamique est lancée: nous avons vu que nous pouvions faire plier un gouvernement. A nous de le faire plier davantage. La jeunesse rebattra bientôt le pavé afin d'obtenir l'ensemble des revendications qu'elle a porté pendant plusieurs mois, à savoir :

- **le retrait de tous les contrats précaires (CNE, RMA...) et l'abrogation de loi dite d'« égalité des chances ».**
- **le réengagement financier de l'Etat dans les services publics et l'augmentation du nombre de postes dans la fonction publique.**
- **l'amnistie des personnes poursuivies dans le cadre des mouvements sociaux récents (lutte contre la loi Fillon en 2005, lutte actuelle contre la précarité) et des personnes poursuivies suite aux émeutes de novembre 2005.**

N'oublions pas que le Premier Mai est une journée de lutte des travailleurs du monde entier. A nous de transformer le premier mai en début de mouvement massif de rejet de la misère. Nous ne sommes pas seuls. Partout en Europe des travailleurs se sont récemment mobilisés contre la précarité. Nous n'avons rien à perdre mais un monde à gagner. Continuons !

Le 1^{er} MAI

10 H : rendez-vous au phénix, université campus I

10 H 30 : départ de la manifestation place Saint Pierre

12 H : AG sur le lieu de dispersion de la manif puis pique-nique (prévoir sa nourriture)

14 H 30 : départ en action

20 H : rendez-vous au phénix pour une manifestation festive et revendicative

Ag de lutte contre la précarité

Contacts :

Agdeluttecontrelaprekarite@hotmail.fr

www.unicaen.news.fr

Point info accueil ex Bu de sciences
(campus 1, à côté de la maison de l'étudiant)

02 31 56 56 96